

Nègre de l'usine,  
Forçat de la mine,  
Hôte du champ,

# L'AVANT-GARDE

Lève-toi peuple puissant!  
Ouvrier prends la machine,  
Prends la terre paysan.  
Ch. Keller.

Organe de la Fédération française  
de l'Association Internationale des Travailleurs.

Pour toutes communications s'adresser au comp. **Louis Pindy**, fondeur en métaux, rue Fritz Courvoisier 31 Chaux-de-Fonds (Suisse); **autant que possible par l'intermédiaire d'un ami habitant l'étranger.**

## Avis important.

Ensuite d'une décision prise au Congrès de la Fédération française „l'Avant-garde“ servira désormais des abonnements pour la France aux prix suivants :

Trois mois . . . . . 2 francs,  
Six mois . . . . . 4 „  
Un an . . . . . 8 „

Des numéros d'essai parviendront aux personnes que nous saurons dévouées à la cause ouvrière. Celles de ces personnes qui voudront s'abonner au journal, n'auront qu'à renvoyer au compagnon Pindy le numéro écrit à la main que portait l'exemplaire qu'elles ont reçu, et le montant de leur abonnement en timbres-poste.

### Bulletin international.

Les nouvelles qui nous parviennent d'Italie annoncent pour cet hiver une agitation révolutionnaire assez vive. Les italiens déjà socialistes, loin de se laisser décourager par le procès que l'on va tenter à nos amis de Bénévent, travaillent toujours, luttent sans cesse; et dans les masses non encore pénétrées par la propagande de nos principes, la misère devient de plus en plus grande. De la rencontre des socialistes d'instinct et des socialistes conscients peut sortir cet hiver, à un moment donné une révolution populaire. Malgré la surveillance de la police, on a fêté dans quelques villes l'anniversaire de la tentative de Bologne, d'Imola, etc. (8 août 1874); à Florence, une protestation contre les persécutions que les autorités de cette ville exercent contre les socialistes révolutionnaires a été publiée et signée par douze membres de l'Internationale. L'autorité ayant intenté des poursuites contre les signataires, une centaine d'autres socialistes ont protesté à leur tour et ont joint leurs signatures à celles de leurs amis. — Le fait que des hommes mis hors la loi osent déclarer que, malgré les persécutions continuelles, ils ne s'arrêteront point dans la propagande de leurs principes de socialistes révolutionnaires et internationaux a produit une grande impression dans le public. — Une masse énorme d'ouvriers sont sans travail, et ils ne savent absolument pas de quoi ils vivront cet hiver. Que mangeront ils? Du pain? ou du plomb?

Nos amis de la Fédération jurassienne viennent d'avoir une preuve nouvelle des résultats que peut donner une politique de conciliation avec la bourgeoisie même radicale. Au cours du procès des Internationaux (16 août) une lettre a été produite qui augmentait les charges qui pesaient sur eux. Cette lettre écrite par un jurassien (Kachelhofer) au comité de l'Arbeiterbund a été livrée à la police sur la demande du tribunal par deux membres de ce comité. Comment a-t-on eu du côté du tribunal connaissance de cette lettre? probablement dans les parlotages qui se font dans les périodes électorales entre radicaux et arbeiterbundiens.

Au moment où nous écrivons ces lignes, le Congrès de l'Internationale à Verviers touche à sa fin et le Congrès socia-

liste universel va s'ouvrir à Gand. Si avant de mettre sous presse des nouvelles sûres nous parviennent nous les imprimons à la suite de ce bulletin.

En Russie, les atrocités continuent: Le 13/25 juillet le général Trepoff, chef de la police pétersbourgeoise visitait, accompagné du directeur, la maison de détention préventive, dans laquelle sont enfermés nos malheureux amis, arrêtés pour l'affaire du drapeau rouge. Le général entra dans l'une des petites cours qui servent de promenoirs aux détenus, et voyant que deux détenus s'y trouvaient à la fois, il demanda au directeur comment il se faisait que deux détenus pussent se promener ensemble au lieu d'être isolés.

Le directeur hésitant à répondre, l'un des détenus, Bogolouboff (condamné à 15 ans de travaux forcés pour la manifestation de Notre-Dame de Kazan), prit la parole, et expliqua au général que, n'étant plus des prévenus mais des condamnés, il avait la permission de se promener ensemble.

Trepoff furieux ordonne de conduire l'insolent au cachot. Le cachot est un trou dans lequel ne pénètre aucune lumière et où le prisonnier ne reçoit que du pain et de l'eau.

Bogolouboff se retira de l'autre côté de la cour; mais, le malheur voulut que M. Trepoff après avoir adressé quelques questions au directeur, rencontra encore le prisonnier à sa sortie du promenoir. Il réprimanda alors le directeur de ce que Bogolouboff n'avait pas encore été emmené au cachot.

Le chef de la police donne l'ordre au prisonnier d'ôter son chapeau. Bogolouboff n'obéissant pas, le général-policier voulut lui appliquer un soufflet que le prisonnier évita. Alors deux gardiens accoururent. Ils saisirent l'insolent et l'emmenèrent.

Mais aussitôt un grand tumulte se fit entendre.

Les détenus enfermés dans les cellules donnant sur la cour, avaient été témoin de cette scène, et, profondément indignés, ils lançaient au général les épithètes de lâche et de misérable.

M. Trepoff furieux dit quelques mots au directeur, puis il sort avec lui.

Au bout d'un quart heure, le directeur apparut de nouveau dans la cour et répondit aux détenus qui l'interrogeaient, que Bogolouboff avait été mis au cachot. Les condamnés réclamèrent sa mise en liberté immédiate; pour toute réponse ils entendirent bientôt des cris de douleur: *c'était Bogolouboff que l'on fouettait* dans la cour, sous leur yeux.

Les cris, les protestations redoublent. Le directeur fait appel à la force armée et un certain nombre de détenus, après avoir été au préalable roués de coups, furent à leur tour jetés dans les cachots infects au milieu des excréments qui jouaient le sol.

Voilà comment le gouvernement russe qui s'est constitué en Orient le champion de la civilisation, traite les malheureux détenus politiques.

**Dépêche télégraphique.** Congrès international Verviers excellent, population très sympathique; Espagne 2 délégués, Italie 2, France 2, Jurassienne 2, Allemagne 2, Belgique 12; Délégués invités: Russie 1, Grece-Egypte 1, Belgique 2. Compte-rendu \*) suit.

(\*) Paraîtra au prochain numéro.)

Les délégués français.

## La propriété collective.

Dernière, le *Mot d'ordre*, avec cet aplomb dans la sottise qui caractérise les journaux radicaux, disait, dans un article intitulé le *Collectivisme* : « Pour l'intelligence du lecteur, il n'est peut-être pas inutile de lui rappeler que le *collectivisme* est un *système allemand* (!!!) imaginé, non par des ouvriers ou artisans, mais par des docteurs ignorants des conditions et des procédés pratiques du travail, mais très forts en abstraction et en argumentation sophistiques. »

Autant de mots, autant de contre-vérités. Le collectivisme n'est pas un *système*, c'est un terme qui désigne l'une des tendances du socialisme moderne et scientifique, la tendance à remplacer la propriété individuelle par la propriété collective. Cette tendance n'est pas propre à l'Allemagne, car ce sont les Français, au contraire, qui ont créé le mot de *collectivisme* pour l'opposer à celui de *communisme*, qui ne représentait que des doctrines sectaires et autoritaires. Enfin ce sont, non point des docteurs, mais précisément des ouvriers et des artisans qui, dans leurs congrès, sont arrivés, en étudiant le mode de production enfanté par le régime capitaliste, à constater que la possession en commun, par les groupes de travailleurs, de leurs instruments de travail, sol ou machines, est devenue une impérieuse nécessité économique.

\* \* \*

Nous ne sommes plus au temps où un rhéteur ou un philosophe se demandait, *a priori*, quelle serait pour l'humanité la meilleure organisation sociale; imaginait un âge d'or qu'il opposait à la société corrompue et civilisée; montrait, dans cet âge d'or, les hommes vivant en communautés paisibles et fraternelles, et engageait ses contemporains à en revenir au mode de propriété qui existait dans ces sociétés primitives, et à renoncer à la maudite notion du tien et du mien, source de tous les maux.

Ces niaiseries ont pu paraître fort éloquentes au siècle passé : mais le socialisme moderne ne se nourrit pas de déclamations et d'idylles; il entend marcher sur le terrain solide de l'histoire et de la science économique.

Nous ne maudissons point la propriété individuelle. Nous constatons, au contraire, qu'elle a été, dans le développement historique des sociétés humaines, une nécessité. Pendant que certaines populations agricoles, restées en dehors du mouvement actif de la civilisation, conservaient encore les vieilles institutions et continuaient à posséder le sol en commun, la population des villes, plus hardie, plus intelligente, donnait un essor vigoureux à l'industrie et au commerce, et en même temps aux sciences et aux arts. La propriété individuelle était la forme sociale qui convenait naturellement à cette phase historique, où l'énergie et l'esprit d'entreprise de l'individu jouaient le premier rôle, et où le travail industriel, ne s'exerçant pas encore dans d'immenses fabriques où l'ouvrier n'est qu'un rouage d'une machine colossale, mais s'exécutant au contraire à la main ou au moyen d'un outillage très simple, permettait au travailleur laborieux de se créer une position indépendante. Nous ne prétendons pas, sans doute, que tout fût pour le mieux dans cette société que la bourgeoisie naissante constituait en démolissant la féodalité; nous savons combien d'abus, combien de tyrannies les communes bourgeoises du moyen-âge recélaient dans leur sein, malgré l'esprit de liberté qui les animait en général; — ce que nous disons, c'est que la propriété individuelle correspondait logiquement au mode de production qui s'installait alors dans le monde industriel.

Mais depuis que les procédés de fabrication ont changé; depuis que la machine et le moteur à vapeur

collectif; depuis que les grandes agglomérations de capitaux ont créé la grande industrie et tué presque partout la petite; nous disons que la propriété individuelle n'est plus la forme sociale qui répond à nos besoins, et qu'à un mode de production nouveau, il faut une forme de propriété nouvelle. La propriété individuelle, aujourd'hui, n'est plus pour le producteur la garantie de sa liberté; tout au contraire, comme elle se concentre toujours davantage en un petit nombre de mains, elle ne profite qu'à une minorité de privilégiés, qui détiennent à eux seuls tout le capital social, tandis que les producteurs, devenus des salariés, ne peuvent plus être propriétaires. Comment faire pour garantir, au sein de la société moderne, la liberté et l'égalité de tous ceux qui travaillent? comment faire pour permettre à tous les producteurs d'être propriétaires? Le seul moyen, c'est de ne plus souffrir que, grâce à l'habile mise en œuvre d'un inique système de salariat, un seul recolte tout le profit du travail d'un grand nombre; c'est d'opérer une transformation sociale qui fera des *salariés* les *propriétaires* de la fabrique, de l'usine, de l'atelier où ils travaillent; et puisque la fabrique appartiendra dès lors, non plus à un seul patron, mais à un groupe de travailleurs associés, ce sera la *propriété collective*.

\* \* \*

Il existe une école, celle des *communistes autoritaires*, qui, tout en constatant comme nous que l'abolition du système de salariat est devenue une nécessité sociale urgente, propose une autre solution: ce serait de faire de l'Etat le propriétaire unique de tout le sol, de tous les instruments de travail, de tous les capitaux. Les travailleurs ne seraient plus les ouvriers d'un patron spécial, ils travailleraient pour l'Etat, duquel ils recevraient en échange l'équivalent de leur travail. Cette solution, nous la combattons, parce qu'elle ne ferait qu'instituer, à la place des quelques milliers de patrons qui existent aujourd'hui, un grand patron unique, l'Etat, dont la tyrannie serait tout aussi intolérable que celle de la bourgeoisie actuelle: les ouvriers, travaillant pour l'Etat, resteraient en réalité des salariés, et l'on aurait, pour remplacer la bourgeoisie, la classe des *hommes d'Etat* qui ne vaudrait pas mieux, et qui, menant le peuple en laisse au moyen des trucs bien connus du suffrage universel et autres balançoires politiques, tripoteraient avec les millions du capital social tout comme les de Broglie, les Thiers et les Gambetta le font aujourd'hui avec le budget de la République bourgeoise.

Notre programme, à nous est celui-ci: L'instrument de travail aux mains, non de l'Etat, mais des groupes de travailleurs, par la propriété collective; et ensuite fédération des libres associations de producteurs industriels et agricoles, sans distinction de frontière et de nationalité.

## Notes et souvenirs.

Un des hommes les plus dévoués à la révolution, l'anarchiste Anacharsis-Cloutz, s'écriait sur l'échafaud en mars 1794: « Peuple français, débarrasse-toi de la manie des individus. »

Hélas! cette manie n'a pas cessé, et, de nos jours, les idoles abondent. La popularité dont jouissent, malgré leurs fautes et leurs crimes, les Thiers, les Gambetta, les Simon, les Louis Blanc, démontre ce que nous avançons.

En pareille occurrence, le devoir d'un révolutionnaire est tout tracé. Il doit, devant le peuple naïf et toujours victime de ses propres entraînements, déshabiller sans pudeur les Dieux du jour, — les colosses aux pieds d'argile.

Les hommes publics ont, d'ailleurs, cela de commun avec les filles publiques, qu'ils appartiennent à tous; les plus infimes d'entre nous ont donc le droit, lorsqu'ils parlent le langage de la vérité, de les mettre à nu, en leur enlevant même la traditionnelle feuille de vigne qui masque leur virilité d'eunuque.

## LOUIS BLANC.

Plus on peut, plus on doit.  
Louis Blanc.

C'est avec le sang des insurgés de février 1848 que le nom de M. Louis Blanc fut inscrit sur la liste du gouvernement provisoire.

Arrivé au pouvoir en marchant sur les cadavres des révolutionnaires, examinons comment ce citoyen récompensa la confiance que le prolétariat avait mise en lui.

Le 17 mars 1848 le peuple est dans la rue. Quelques jours d'expérience lui ont suffi pour sentir qu'il n'a rien à espérer des poussifs du Provisoire. Sous le prétexte de présenter une pétition réclamant l'éloignement des troupes et l'ajournement des élections, les corporations s'avancent en masse compacte sur l'Hôtel-de-ville. « Qu'un homme audacieux eut ouvert, en ce moment, une fenêtre de l'Hôtel-de-ville, et eut crié à la foule qui couvrait la place de grève: *On repousse vos vœux, on maltraite vos délégués!* c'en était fait peut être! »\*) Oui, c'en était fait des modérés du gouvernement si nouveau Ménénius Agrippa, M. Louis Blanc n'avait endormi la foule avec ces mots: « Le calme, est la majesté de la force! »

De la part de Louis Blanc, ceci ne doit pas nous étonner. N'a-t-il pas écrit depuis: « Il est des circonstances où un gouvernement qui ne sait pas résister à ce que veut le peuple, trahit le peuple. » Etrange façon, n'est-ce pas? de concevoir la souveraineté populaire!

Voyons maintenant comment il répondit aux espérances qu'on fondait sur lui, sinon pour résoudre la question sociale, du moins pour en hâter la solution.

Pour mettre en pratique, ce qu'il avait prêché en théorie, le *droit au travail, l'organisation du travail*, que fait M. Louis Blanc? Il organise le *parlement du travail*, et là, dans cette parlotte du Luxembourg, on discute sous sa présidence... quoi donc? *l'abolition du marchandage!*

Mieux que tout autre, Monsieur L. Blanc savait que l'abolition du marchandage ne changerait pas un iota à la situation économique des salariés, à l'antagonisme des patrons et des ouvriers.

Voici juin:

Privé de travail et de pain, fatigué des rhéteurs du Luxembourg et de l'Hôtel-de-ville, le peuple a encore une fois recours à la force. Les pavés se dressent, les barricades arborent le drapeau rouge, et les prolétaires parlementent à coups de fusil avec les bourgeois qui leur refusent du travail et par conséquent du « pain » mais qui leur donnent en revanche du « plomb » en abondance.

Or, pendant que ceux-là même qui l'avaient élu se faisaient tuer dans les rues des faubourgs, lui, M. Louis Blanc, reste impassible sur son banc de représentant du peuple. Il n'eut le courage, ni de flageller d'un mot les assassins du peuple, ni même d'implorer leur pitié! — La peur l'étouffait.

Quelque temps après il prenait le chemin de l'exil. Vingt-deux ans plus tard, la révolution du 4 septembre lui rouvrait les portes de la patrie. Ce fut le retour de l'enfant prodigue, dont les cheveux ont blanchi, mais qui est devenu pratique et sage. Pendant le siège de Paris, tous ceux dont le dévouement au peuple n'existait pas que sur les lèvres, *écrivaint*,

\*) Louis Blanc, histoire de la révolution de février.

*parlaient, agissaient.* Ainsi firent Delescluze et Blanqui. Le *Réveil*, la *Patrie en danger*, les *clubs*, le 31 octobre, le 22 janvier, voilà les preuves que ces grands citoyens ont données et laissées de leur amour pour la révolution? M. Louis Blanc, lui, non seulement n'agit pas, mais il se tait.

Paris succombe. On passe au vote et, le 8 février 1871, le peuple, ce prétendu ingrat, donne à M. Louis Blanc, par plus de 200 milles suffrages, le mandat d'aller défendre à Bordeaux la république et l'intégrité du territoire.

Les classes dirigeantes livrent, pieds et poings liés, la patrie à l'étranger, n'importe! M. Louis Blanc qui est pourtant un patriote, reste toujours *collé* à son banc, sanctionnant par sa présence les actes odieux des représentants de la France avachie.

La république est *menacée, contestée*; les meilleurs citoyens sont hués, condamnés au silence, emprisonnés; la presse républicaine et révolutionnaire est baillonnée, supprimée; nos amis recourent la semelle de leurs souliers, et abandonnent, les uns à Bordeaux, les autres à Versailles, l'assemblée « honte de la France », M. Louis Blanc reste toujours *incrûsté* comme un mollusque et muet comme lui, sur son banc de député. Il reste... malgré l'attaque de Montmartre le 18 mars, malgré la tentative de désarmer les citoyens.

La réaction est déçue. Le peuple vainqueur occupe l'Hôtel-de-ville, mais toujours naïf, il engage des pourparlers avec les députés et les maires de Paris. Que répond M. Louis Blanc à cette tentative de conciliation? « Vous êtes des insurgés contre l'assemblée le plus librement élue: nous, mandataires réguliers, nous ne pouvons avoir de transaction avec des insurgés ». — Vieux pontife, va!

On sait le reste. La Commune condamnée à la lutte, organise la résistance. Les 200 milles électeurs de M. Louis Blanc y prennent part, tandis que leur mandataire *cloué* toujours à son banc, où il représente on ne sait plus qui et on ne sait plus quoi, rumine et trinque avec le légitimiste de Kerdrel.

Et lorsque après deux mois de lutte, la commune est vaincue, quand l'armée bonapartiste, maîtresse de Paris, fusille nos femmes, nos enfants, nos mères, nos frères les plus dévoués; lorsque cette armée immonde traîne les nôtres à Satory où on les entasse comme un vil bétail, M. Louis Blanc, le républicain, le socialiste, voulant mettre le comble à l'impudeur, vote, *vissé* sur son banc, des félicitations à cette brave armée et se fait ainsi le complice des assassins et des bourreaux. \*)

C'en est assez. Ses votes nous importent peu; ses actes suffisent.

Lors de la manifestation du 17 mars 1848, un ouvrier à la taille herculéenne s'approcha de Louis Blanc et lui dit: « Tu es donc un traître, toi aussi? »

Il nous est permis aujourd'hui que M. Louis Blanc pérore tranquillement, loin de tout danger, de changer en affirmation cette phrase interrogative et de dire au pontife du socialisme étatiste et providentiel, toujours *enchâssé* sur son banc:

« Toi aussi, tu es un traître. »

### Angleterre.

(Corr. spéciale de „l'Avant-garde“.)

Notre vie ouvrière est si monotone aujourd'hui, qu'elle se résume en quatre mots: crise, chômage et misère croissante. De temps à autre une grève, imposante parfois, mais presque toujours vaincue par la contre-grève des patrons, — bref, la *guerrilla* industrielle, qui — notons-le en passant — prend toujours un

\*) Dans un de ses voyages à Genève, M. Louis Blanc a essayé de nier ce que nous avançons. Nous lui rappellerons que le jour du vote, le 24 mai, il n'y a eu qu'un homme, un rénégat de l'Internationale, Tolain, qui ait eu la lâcheté courageuse de s'abstenir. Du reste, la lettre de M. Louis Blanc au *Figaro* atteste que M. Louis Blanc n'accepte aucune solidarité avec la Commune de Paris.

caractère de plus en plus aigu. Je préfère donc, au lieu de vous entretenir de ces escarmouches, vous donner un aperçu général des organisations ouvrières anglaises.

Vous savez bien que l'ouvrier anglais a largement profité de la liberté de réunion, conquise par le peuple anglais après tant de luttes sanglantes. Sociétés de résistance, de secours mutuel, d'instruction; sociétés religieuses, loges maçonniques, clubs politiques ou de récréation; associations de production ou de consommation, etc., etc., tout cela pullule en Angleterre, si bien que les trois quarts des ouvriers anglais, lorsqu'ils ont du travail, font partie d'une société ouvrière quelconque.

Je ne m'arrêterai pas aux sociétés de consommation et de production. Certes, il y en a qui prospèrent, même par les temps qui courent. Mais, vous avez eu l'occasion de les apprécier déjà en France. Les premières ne tendent qu'à baisser le taux des salaires qui, selon la loi d'airain, tend toujours à se rapprocher du minimum des frais de subsistance; et les secondes n'ont abouti qu'à grossir le noyau de la petite aristocratie ouvrière, égoïste par dessus tout, comme toutes les aristocraties.

Ai-je besoin aussi de vous parler des clubs politiques? de ces machines fonctionnant pour les intérêts des jaunes ou des bleus? Ou bien de délégués ouvriers au Parlement, de ces Tolains anglais, dont deux ou trois siègent déjà à la Chambre? Autant vaudrait vous parler des loges maçonniques. Donc, passons outre.

De toutes les sociétés ouvrières, les corps de métier organisés pour la résistance et le secours mutuel, les trades-unions, sont certes de beaucoup les plus importants. Elles encadrent plus de 600,000 ouvriers, dont 50,000 agriculteurs. Elles se rencontrent dans tous les métiers; et dans certains d'entre eux, les mécaniciens, par exemple, elles comptent des dizaines de mille membres, des centaines de sections et des millions de francs en caisse. Enfin elles guettent toutes le moment de déclarer la guerre aux patrons, et, une fois la guerre déclarée, par une grève souvent grandiose, l'accord des unionistes, leur tenacité, leur abnégation sont au-dessus de toutes louanges.

Qu'y a-t-il donc d'étonnant qu'à l'étranger, nos unions excitent l'admiration générale, et que des socialistes très sincères les envisagent comme une force destinée à accomplir l'émancipation du prolétariat anglais?

Mais, analysons de plus près.

D'abord, comme engins de guerre contre les patrons, sont-elles réellement si puissantes, ces unions? — Hélas, non; et en voici la preuve. Pendant ces dernières cinquante années, l'exportation de l'Angleterre croissait de jour en jour. Reine des marchés, ses produits envahirent le monde; son industrie se développa d'un élan juvénile, les salaires haussèrent, si bien que dans certains métiers, l'ouvrier anglais, (il y a déjà trente ans!) fut beaucoup mieux rétribué, tout en travaillant moins d'heures, que l'ouvrier du continent. Ce fut la période héroïque des unions; elles devenaient redoutables, il leur arrivait de gagner des victoires, presque incroyables.

Mais, voilà que le tableau change. Viennent les crises. L'Amérique, l'Allemagne font concurrence. Les débouchés se bourrent de marchandises; l'exportation diminue à vue d'œil, l'industrie languit. Immédiatement, les salaires baissent, le nombre d'heures de travail augmente; mais surtout, c'est le nombre d'hommes, de femmes et d'enfants jetés sur le pavé et mourant de faim — oui, de faim à la lettre, — qui croît dans des proportions immenses. Visitez seulement les quartiers ouvriers des grandes villes: des cadavres vivants vous feront tressaillir.

Inutile de dire que les unions sont impuissantes pour résister à cette baisse de salaires générale, à ces chômages sans fin. A peine, les plus fortes se hasardent elles çà et là à faire une courte résistance. Elles succombent et expient leur tentative par des semaines de faim, par des mois de misère.

Bref, les unions languissent aujourd'hui; leurs rangs commencent à s'éclaircir, leur force s'évanouit devant la concurrence étrangère. Ceux qui vous parlent de leur force sont en retard de quinze ans; ils chantent la gloire passée. Voilà la force économique des unions. Voici maintenant leur force politique.

Elle se résume en deux mots. Elle est nulle, ainsi que la force du peuple anglais en général, depuis qu'il a cessé de descendre dans la rue. D'abord, l'ouvrier ne vote pas, les trois quarts ne possédant pas les revenus nécessaires pour avoir le droit de vote. S'il vote, son vote n'est pas libre. C'est le propriétaire, le gros patron, le banquier qui fait la loi à ses fermiers, ses ouvriers, ses salariés. Tout le pouvoir politique, — législatif, judiciaire et administratif — est aux mains des gros bonnets. Dans aucun autre pays, excepté l'Orient, l'ouvrier n'a si peu d'influence sur son gouvernement; nulle part la loi et toutes ses applications ne sont tellement tournées contre le salarié au profit du propriétaire. Et les unions ne cherchent même pas à changer cet ordre de choses. Elles comprennent si bien leur impuissance qu'elles préfèrent ne pas s'occuper du tout de politique. La politique n'amènerait que des discordes intérieures, sans donner aucun profit.

Pour abrégé, je passe sous silence le côté égoïste d'unions qui se posent exclusivement la question de leurs salaires sans

discuter la question de l'émancipation générale du prolétariat, et je passe à celle de savoir, qu'elle importance les unions ont-elles eue par rapport au développement de la classe ouvrière en Angleterre.

Pour vous en rendre compte, allez dans une réunion des trades-unionistes. Parlez-y de capitalistes et de salariés, dites que le capital vit aux dépens du salarié et qu'il y aurait moyen de changer cet ordre de choses au profit du salarié. Les meneurs vous fermeront la bouche, en disant que la politique est défendue dans les réunions, et ceux qui voudraient vous applaudir ne l'oseront pas. Bref, jusqu'à présent l'ABC du socialisme reste inconnu en Angleterre. L'ouvrier dans la misère hait son patron. Un jour, mis à bout, il ferait ce qu'a fait le peuple en Amérique: il exterminerait la maison du bourgeois, sa fabrique sur-tout; mais il ne proclamerait pas son droit à cette maison, à cette fabrique. Il exterminerait le policeman, mais il ne proclamerait pas l'abolition de la tutelle de l'Etat.

Mais, les choses ne peuvent pas en rester là. Déjà aujourd'hui, des aspirations socialistes percent dans les réunions. La masse opprimée, ici aussi bien qu'ailleurs, est socialiste par instinct. Ne croyez pas à ceux qui vous diront que l'ouvrier anglais n'est pas enclin au socialisme révolutionnaire: jusqu'à présent on n'a jamais essayé en Angleterre la propagande du socialisme populaire. Soyez sûr, que dès qu'elle aura été faite, les masses s'agiteront ici, comme ailleurs. Une secousse intérieure qui gronde déjà dans les masses (la place ne manque pour vous le prouver), un groupe d'hommes énergiques, — et la croûte qui recouvre l'eau stagnante sera brisée. Ce qu'il en adviendra pour les unions de métier, c'est facile à prévoir. Celles d'aujourd'hui, reste des *ghildes* du moyen âge, ont fait leur temps, et le courant socialiste les dissoudra pour en reformer de nouvelles: des unions de métier aussi, mais socialistes révolutionnaires, comme en Europe: des noyaux pour la révolution sociale.

France — *Marseille*. Notre correspondant nous communique une lettre qu'il reçoit d'un sous-officier, en réponse au n° 5 de l'*Avant-garde* qu'il lui avait fait tenir. Nous insérons volontiers les passages de cette lettre qui peuvent intéresser nos lecteurs:

„L'article intitulé le „Bout“ c'est parfaitement ça! je ne sais pas ce que font les Gambettistes dans le civil, mais dans le militaire ils ne font absolument rien. Les grosses épaulettes bonapartistes font pour le retour du petit Badingue une propagande d'enragés et ils flanquent à la salle de police sous le premier prétexte qu'ils ramassent, les sous-officiers soupçonnés de républicanisme. Si nous n'étions pas si nombreux, on y passerait sa vie.

Cependant, il ne manque pas au régiment d'anciens officiers de la „défense“ et au besoin on trouverait même des généraux gambettistes. Si les avocats leur parlaient, il serait facile quand le coup d'Etat viendra d'opposer une armée républicaine à l'armée impériale, et même le coup d'Etat n'aurait pas lieu, parce qu'alors nos chefs badinguistes sentiraient l'armée divisée et n'oseraient pas s'y fier. Mais les chefs républicains sentent qu'on les lâche et les uns après les autres faute de protection, ou deviennent indifférents, ou passent, armes et bagages, au bonapartisme.

Les sous-officiers sont les meilleurs de tous. Il y en a peu de Gambettistes et c'est à peine s'il reste quelques vieilles guêtres de peau de l'empire. Beaucoup ont des sympathies pour les gens de la Commune et, ceux qui ont battu contre, sont maintenant à les premiers avoir honte et n'osent pas s'avouer. Je vais vous dire pourquoi les sous-officiers ne sont pas gambettistes, au moins dans notre régiment nous avons eu comme simple soldat pendant la campagne ce maître d'armes nommé Médars qui tenait le garnison de Montpellier. A l'époque du plébiscite il avait fait une réunion et avait terminé son discours en criant: „Vive la république“. Mouchardé par un sale musicien, il passe en jugement; cassé de son grade, il dut aller en prison. Il a fait avec nous le coup de fusil à Sedan comme simple soldat et une balle lui a traversé la joue. Guéri, le 4 septembre, il a écrit à Gambetta, lui racontant toute son histoire et il n'a pas pu même obtenir d'être rétabli dans son grade, quand on aurait dû en faire un officier! Vous comprenez que ses amis n'ont pas envie de se faire crever le carcasse pour le borgne en question... donnez-moi des journaux révolutionnaires, l'*Avant-garde* surtout dont le titre est militaire et si vous pouvez quelques exemplaires de l'histoire des sergents de la rochelle que vous m'avez montrée la fois que je suis venu chez vous.“

Ainsi donc les républicains bourgeois ne savent même pas organiser les amis qu'ils ont dans l'armée? Sacredieu! quels énuques!

## EN VENTE

A l'administration de « l'Avant-garde » :

**Idee sur l'organisation sociale**, par J. Guillaume . fr. — 50  
**La dictature**, par Lefrançais . . . . . » — 20  
**Lettre aux socialistes révolutionnaires du midi de la France**, par Jules Montels . . . . . » — 15